

«Voter pour le PTB, ça ne sert qu'à renforcer l'axe MR/N-VA»

Quand vient l'heure de la campagne électorale, le général chausse ses bottes, selle son cheval et empoigne son épée. Elio Di Rupo, président du PS, part à l'assaut du PTB et du MR, notamment. Et il veut faire de la Wallonie «une terre d'excellence».

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Le GPS a dit: «Vous êtes arrivé à destination.» Et on a levé les yeux sur la façade d'une maison où chacune des petites fenêtres était placardée d'une affichette électorale. Dans le couloir menant au salon, chez Elio Di Rupo, à Mons, les cartes et le matériel de campagne ont été soigneusement disposés. Le général est prêt pour la bataille. Le nœud est ajusté. Tip-top, le papillon.

«Ah, vous avez un photographe avec vous», feint-il de s'étonner. Le café est servi. Il est serré.

«Je vais vous dire quelques mots de la Wallonie», entame-t-il. Et tandis que les libéraux inondent l'opinion publique avec «leurs» bons chiffres économiques – entre autres sur l'emploi, le président du Parti socialiste, qui fut Premier ministre mais aussi ministre-président wallon, aimerait qu'on rende à César/Elio ce qui lui appartient.

«Peut-on à un moment, s'il vous plaît, arrêter de rire un instant?» demande-t-il alors qu'on ne riait pas du tout. «Qui peut croire que les résultats socio-économiques de la Wallonie, actuellement, sont dus au travail des libéraux? Ils le claironnent partout, mais en un an de gouvernement, ils n'ont fait que détruire. Détruire et détruire. Construire demande du temps. Le socle du renouveau socio-économique wallon, ce sont les socialistes – parfois également avec les écologistes – qui l'ont porté dans la durée. Et c'est nous qui allons continuer à le développer, je veux faire de la Wallonie une terre d'excellence. Et c'est ce à quoi nous voulons nous employer au lendemain des élections de mai prochain.»

Accrochez vos ceintures.

«La Wallonie va mieux parce que les socialistes ont effectué un travail considérable entre 2003 et 2016; la croissance économique a été en moyenne de 1,3 tandis qu'elle était de 1,1 dans la zone euro. Selon l'institut wallon des statistiques, le Plan Marshall a atteint bon nombre de ses objectifs. Aujourd'hui, après un an de gouvernement MR/cdH, on s'aperçoit que ce gouvernement n'a ni perspective ni ligne de conduite pour l'avenir. Dans les 5 années qui vont suivre les élections du 26 mai, il faut que la Wallonie prenne son envol économique irréversible et soit

nettement moins dépendante de la Flandre. La Wallonie, ça va devenir une terre d'excellence: on a énormément d'entrepreneurs qui nous contactent, au PS, et nous disent tout le bien qu'ils pensent du Plan Marshall et de la manière avec laquelle Jean-Claude Marcourt a pris à bras-le-corps l'économie wallonne. Ce Plan Marshall, je sais que les libéraux sont mal à l'aise face à cela, parce que ça marche. Je pense qu'il faut développer d'autres pôles de compétitivité au-delà des six actuels. Je pense à trois pôles en particulier: l'économie numérique comme levier de croissance. 99% des démarches administratives devront se dérouler en ligne, qu'on puisse aussi lancer une entreprise en cinq minutes via internet. Autre pôle: l'e-santé et ses développements et enfin un pôle axé autour de la transition énergétique.»

Union sacrée

Deux préalables: la formation et la paix sociale. «On plaide pour la gratuité de l'école, ce combat on va le gagner. C'est très important pour les familles les plus défavorisées notamment. À côté de cela, le futur gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles devra travailler davantage en symbiose avec les Régions pour répondre à leurs besoins en termes de formation.»

Autre condition préalable: «Une paix sociale en Wallonie. Avec les responsables des syndicats, l'UWE, les classes moyennes, les universités, on doit monter une plateforme de prévention des conflits sociaux. C'est de cette manière qu'on va pouvoir donner une image de terre de paix aux banquiers d'affaires et aux investisseurs.» Trois autres défis: travailler sur les marchés de l'économie grise, le 3^e âge. La petite enfance avec les crèches: «Les besoins sont considérables. Tout comme en matière de logements publics. Si nous revenons aux affaires, c'est à cela que nous allons nous atteler.»

Il poursuit: «Je ne souhaite pas du mal aux Flamands mais il faut voir la réalité en face: l'encombrement et l'immobilité sont totaux en Flandre, nous disposons de 52% du territoire belge en Wallonie, avec des capacités de développement extraordinaire, et nous sommes le vase d'expansion naturel pour toutes ces entreprises et ce dynamisme économique, nous devons profiter de leur saturation. On doit donc faire des efforts de bilinguisme, on a une administration performante et au service des entreprises. En avant. Plus d'entreprises en Wallonie, c'est plus de cotisations sociales et tout cela va de manière vertueuse accélérer notre indépendance par rapport à la Flandre.»

Et il termine: «Je plaide pour une union sacrée.»

On toussote: ça veut dire tous les partis?

Il enchaîne: «Au lieu de se disputer sans arrêt, prenons tous conscience qu'on doit porter la Wallonie à l'excellence et que tout le monde doit faire un effort, que ce soit les partis politiques au gouvernement ou dans l'opposition, que ce soit les interlocuteurs sociaux ou les universitaires; On doit avoir cette passion de l'excellence en Wallonie.»

Donc, fait-on remarquer, que les deux grandes formations politiques wallonnes, le PS et le MR, travaillent ensemble?

«Les circonstances actuelles font que MR et cdH ne cessent de répéter qu'ils veulent travailler à deux. L'alternative, c'est le PS qui va créer le noyau de cette alternative. Je l'ai dit: ma préférence, c'est PS avec Ecolo et DéFI, c'est un axe de progrès. Ce qui ne doit pas nous empêcher de chercher des consensus pour faire évoluer la Wallonie. Mais cet axe avec Ecolo et DéFI vaut tant pour la Wallonie que pour le Fédéral.»

La formule de Khattabi

On met la question du PTB sur la table. Pourquoi exclut-il le PTB de ses coalitions? «Mais c'est le PTB qui s'exclut lui-même! Hedebouw et Mertens disent qu'ils veulent changer tous les

LES PHRASES CLÉS

«Le Plan Marshall a cartonné chez les entrepreneurs, c'est la réalité, même si je sais que les libéraux sont mal à l'aise avec cette idée.»

«Ce n'est pas moi qui exclut le PTB, c'est le PTB qui s'auto-exclut. Ils ne veulent pas gouverner.»

«Le gouvernement fédéral de Charles Michel est un échec complet sur toute la ligne.»

«Chaque voix qui va vers le PTB est une voix perdue, ils ne veulent pas prendre leurs responsabilités.»

traités européens avant de gouverner, on doit tout gommer, y compris l'économie de marché. Khattabi a eu une très belle expression, ça veut dire que le PTB prendra ses responsabilités quand les éléphants auront des ailes. Moi je dis quand les poules auront des dents. Mais ça revient au même: ça veut dire que le PTB ne veut pas gouverner. Avec cette attitude, je le dis très sérieusement: promouvoir le PTB, c'est promouvoir le gouvernement MR/N-VA. Parce que chaque voix qui va vers le PTB est une voix perdue, une voix qui ne sert à rien et donc ça favorise la reconduction du gouvernement MR/N-VA. Je n'ai rien contre les personnes, je partage même certaines de leurs indignations. Mais il faut dire les choses: ils n'apportent aucune solution.

Leur langage est simple et clair, ils n'iront pas dans des gouvernements sauf si on change ça, ça et ça. Les traités européens ne vont pas changer parce qu'il y a des élections en Belgique. On doit modifier les choses à l'intérieur du système; le seul parti sérieux, à gauche, parmi les progressistes, c'est le Parti socialiste. On l'a démontré suffisamment.»

On lui demande alors si tout le PS est d'accord là-dessus. Paul Magnette, par exemple, a dit qu'il n'excluait pas le PTB a priori à Charleroi. Pareil pour le fgétéliste Thierry Bodson qui a rappelé son soutien à des coalitions PS/Ecolo/PTB... «Mais ça c'est au niveau local, pour Paul Magnette. Ici, à Mons, moi aussi je n'ai pas d'a priori. On verra les réalités

communales et le parti ne donne aucune instruction. Et j'entends bien le point de vue de Thierry Bodson mais je lui rappelle que le PTB s'est exclu lui-même. La responsabilité de la gauche et des progressistes, c'est de mettre ses mains dans le cambouis et d'aller au feu. Si on se contente de s'indigner par le verbe, ça ne changera jamais.»

Les élections communales d'octobre sont à nos portes. «Les journalistes aiment faire des rapprochements mais ces élections sont radicalement différentes de celles que nous aurons en mai 2019. Au niveau local, les relations personnelles et la réalité des quartiers constituent des éléments déterminants y compris pour les coalitions.»

Et il raconte une anecdote sur un candidat Ecolo pour lequel il a signé une dédi-

cace sur une affiche. «Tu vois, ça c'est le reflet de la relation locale, ça transcende souvent les formations politiques.» En revanche, au niveau fédéral et régional, on est davantage sur les programmes des partis, dit-il.

Et à Mons, sera-t-il oui ou non bourgmestre s'il fait davantage de voix que la tête de liste Nicolas Martin? On dit qu'il se bat comme un lion afin de faire le plus gros score... «Je vais vous répondre, aucun souci. On doit faire maximum de sièges et c'est ce que nous allons essayer de faire, la question du maïorat, c'est ce qui sera examiné au lendemain des élections, il y a une règle en Wallonie

qui dit que c'est le premier score qui est bourgmestre. J'aborde cette élection communale comme si c'était ma première élection. Je fais campagne et je prends cela très au sérieux mais dans un esprit d'équipe. On a des concurrents coriaces, on a le PTB et une forme dévoyée du MR.» Là, les oreilles de Georges-Louis Bouchez doivent sacrément siffler.

Allez, un mot sur le MR et son successeur au 16, rue de la Loi Charles Michel qui met PS et PTB dans le même sac sous la dénomination d'ultra-gauche. «Il doit être bien mal pour en arriver là, son gouvernement est un échec sans nom.» Pourtant, rayon socio-économique, ça va plutôt pas mal, objecte-t-on.

À Knokke-le-Zoute

«Ah mais, non. Sur le plan budgétaire, on va avoir un déficit structurel de 1,7 alors qu'ils avaient dit 1,1. Echech. La croissance économique est inférieure à la moyenne européenne alors que quand j'étais Premier ministre, c'était le contraire. Echech. Il se vante d'avoir créé des emplois, mais les emplois sont créés essentiellement par les Régions. Ensuite, les emplois créés sont à 70% des emplois précaires et partiels. Ce ne sont que quelques exemples mais mon gouvernement avait apaisé le pays, on avait des équilibres, ici Charles Michel a fait un pays pour les riches. Soit-disant les gens qui travaillent gagnent plus? Baliverne, le coût de la vie a augmenté de manière vertigineuse. Les pensionnés ont été oubliés par le tax-shift.»

«C'est le PS qui a redressé la Wallonie et qui va continuer à en faire une terre d'excellence. Les libéraux, en un an, ils n'ont fait que détruire.»

«Le PS, c'est un parti de gauche sérieux, crédible, qui tient compte de la réalité. Je vois très clair dans le jeu de Charles Michel qui essaye de nous mettre dans le même coin que le PTB afin de nous affaiblir et d'effrayer les gens. Mais les faits sont là et il ment quand il dit que le pays est plus stable qu'il y a quatre ans. Aujourd'hui, la pauvreté s'est propagée de manière terrible en Belgique, c'est la réalité. Je le vois. Même pour la classe moyenne, c'est beaucoup plus difficile qu'il y a quatre ans. C'est un gouvernement des ultra-riches, on croirait presque que le siège du gouvernement est à Knokke!»

On glisse: c'est quand même ce gouvernement fédéral qui a placé une taxe sur les comptes titres à plus de 500.000 euros. «Mais alleeeeeez. C'est ridicule. Cela ne tient pas la route. Mon gouvernement a lutté avec acharnement contre la fraude fiscale et on a fait rentrer 7 milliards d'euros prélevés sur le capital, on n'a pas de leçon à recevoir en la matière.»

Alors, Elio Di Rupo, où sera-t-il candidat en 2019, finalement? Il jure: «Franchement, je ne le sais toujours pas. On va en discuter ensemble au Parti socialiste après les élections locales, à partir de novembre. Je gère le parti en toute transparence et l'idée sera de mettre les meilleurs profils aux meilleures places. Avant Noël, tout sera décidé. Je travaille en intégrateur, c'est à dire que je cherche les forces centripètes en rapprochant les points de vue quelque fois différents. Je suis le premier militant de mon parti, je consulterai et je déciderai.»

On lui demande si, parfois, il rêve de redevenir Premier ministre. «Dans ce pays, on n'est pas candidat à cette fonction. On devient Premier ministre quand on arrive à créer le consensus autour de soi.»

Remarque: il n'a pas dit non...